

CONSEIL DES MINISTRES ARABES DE L'EAU

La situation de la sécurité hydrique jugée préoccupante

La mise en place d'une stratégie de sécurité hydrique dans la région arabe, pour faire face aux besoins futurs de développement durable, a été le principal point inscrit à l'ordre du jour de la première session du Conseil ministériel arabe de l'eau.

F-Zohra B. - Alger (Le Soir) - Vingt et un pays ont participé à cette rencontre tenue hier au Palais des Nations et qui s'est déroulée en présence de M. Amr Moussa, secrétaire général de la Ligue arabe, et de M. Loic Fauchon, président du Conseil mondial de l'eau.

La région arabe, caractérisée par une faiblesse des ressources en eau, une dépendance vis-à-vis de l'extérieur, une forte croissance démographique et une utilisation abusive du précieux liquide pour les besoins de l'agriculture, doit plus que jamais revoir sa copie en matière de gestion de l'eau.

L'autre point sensible commun à ces pays est l'absence d'une vision globale de la gestion intégrée, notamment pour le développement des mesures d'adaptation aux changements climatiques, des capacités humaines et de la recherche. Ainsi, parmi les points inscrits à l'ordre du

jour de cette session figurent la mise sur pied d'une stratégie arabe pour ce qui est des ressources hydriques, l'approvisionnement en eau des populations, l'assainissement et la préservation de la ressource contre la pollution et la surexploitation, ainsi que la mise en œuvre de la gestion intégrée des ressources en eau.

Toutefois, selon les experts, pour atteindre ces objectifs, il faudrait mettre en place un système d'information sur l'eau, développer la recherche scientifique et les technologies notamment en matière de dessalement d'eau et de réutilisation des eaux usées épurées, en plus de l'introduction de semences adaptées à la sécheresse et à la salinité et l'utilisation des énergies propres (solaires et éoliennes).

Ces objectifs du premier point à l'ordre du jour du Conseil visent le suivi des décisions du Sommet économique et social de Koweït

tenu les 19 et 20 janvier 2009.

Intervenant à l'ouverture du Conseil, M. Abdelmalek Sellal, ministre des Ressources en eau, a expliqué que le Conseil des ministres de l'eau est un outil commun aux pays arabes. Il rappellera aussi que la question sensible des changements climatiques doit susciter un effort supplémentaire pour ce qui est de la préservation des ressources naturelles à travers notamment une unification de la politique des pays arabes. Le ministre notera, en outre, que l'Algérie a fait

de la question de l'eau une priorité nationale et a atteint voire dépassé les Objectifs du millénaire. Pour sa part, M. Loic Fauchon, président du Conseil mondial de l'eau, dira que le monde est à un tournant décisif de l'histoire de l'eau, et ce en raison d'une démographie importante et d'une forte urbanisation. «Nous avons besoin d'une croissance qui n'agresse pas la nature. Une régulation de la demande et une utilisation raisonnable des technologies modernes sont nécessaires», a déclaré M. Fauchon, en notant qu'il est impératif de valoriser

l'hydro-diplomatie et l'hydro-citoyenneté.

M. Fauchon dira, en outre, que l'Algérie a assuré un effort significatif pour ce qui est de la gestion de l'eau, citant en exemple le passage de 50% à 80% du rendement des réseaux en 10 ans.

Intervenant à l'ouverture de la rencontre, M. Amr Moussa, secrétaire général de la Ligue arabe, déclarera que l'ère de l'eau facile d'accès est désormais révolue.

Selon M. Amr Moussa, la Ligue arabe doit accompagner les transformations au niveau mondial du fait que le problème de l'eau s'inscrit

comme une priorité, comme cela est le cas pour les épidémies, les pandémies et l'adaptation aux changements climatiques. Par ailleurs, deux points complémentaires à l'ordre du jour ont été proposés. Il s'agit de la situation jugée dramatique de l'eau et de l'assainissement en Palestine, et ce en dépit du rapport de la Banque mondiale, fortement critiqué du fait qu'il dresse un bilan positif de cette situation. Comme sera étudiée la question du partage de l'eau dans la région du Sahel.

F-Z. B.

PILLAGE DE L'EAU PAR ISRAËL

Le CME encouragera un dialogue entre les pays concernés

M. Loic Fauchon, président du Conseil mondial de l'eau (CME), a affirmé, hier, que le Conseil est prêt à participer à un éventuel dialogue dans le conflit opposant Israël aux pays arabes. Il s'agit du pillage et de la surexploitation de l'eau par Israël dans la région du Moyen-Orient.

Selon M. Fauchon, le Conseil est disposé à participer à toute action de dialogue entre les pays. «Nous l'avons déjà fait depuis le Forum de Mexico entre la Turquie, la Syrie et l'Irak», soulignera-t-il.

Le président du CME a, de ce fait, expliqué que l'organisation qu'il préside est disposée à participer à tout projet de règlement de conflits liés à l'exploitation des eaux entre les pays.

Pour sa part, M. Amr Moussa, secrétaire général de la Ligue arabe, a qualifié cette situation de

grave et a condamné le détournement des cours d'eau par Israël ainsi que

la surexploitation de la précieuse ressource.

«Cette situation doit être suivie et prise en charge», a souligné M. Amr Moussa, notant qu'il s'agit ni plus ni moins que d'une menace sur la sécurité hydrique dans la région. Il a ainsi appelé la Syrie, le Liban, la

Jordanie et la Palestine à œuvrer à la restitution des eaux spoliées par Israël, avec l'appui de la Ligue arabe. Selon M. Amr Moussa, le règlement du conflit de l'eau au Moyen-Orient est un aspect non négligeable de la cause palestinienne.

F-Z. B.

EAUX PARTAGÉES ENTRE LES PAYS

Le cas de l'Algérie, la Tunisie et la Libye cité en exemple

La problématique du partage des eaux entre les pays a été longuement débattue lors du Conseil des ministres arabes de l'eau. A ce propos, l'expérience, jugée réussie, du partage des eaux du bassin nord Sahara entre l'Algérie, la Tunisie et la Libye a été donnée en exemple par les intervenants. A ce propos, M. Amr Moussa a appelé les pays arabes à aller dans ce sens concernant notamment les ressources spo-

liées en Palestine et en Jordanie. En plus du pillage de l'eau par Israël, le secrétaire général de la Ligue arabe a évoqué la question du partage des eaux avec les pays non arabes et appelé au respect des conventions internationales concernant les eaux souterraines partagées. Il a appelé aussi à la protection, à travers le Conseil arabe, des eaux arabes partagées.

F-Z. B.

REPRÉSENTATIVITÉ DES FEMMES EN POLITIQUE

En attendant la loi organique...

Les nouvelles dispositions introduites dans la Constitution en faveur de la promotion de la femme sur la scène politique sont-elles de nature à encourager l'émergence de plus d'éléments féminins dans le sérail ? Rien n'est moins sûr, le législateur ayant pris la précaution de ne pas en faire une obligation.

Nawal Imès - Alger (Le Soir) - L'article 31 bis est, à ce sujet, très clair. Il stipule que «l'Etat œuvre à la promotion des droits politiques de la femme en augmentant ses chances d'accès à la représentation dans les assemblées élues. Les modalités d'application de cet article sont fixées par une loi organique». Pour les juristes, la formulation

est timorée. La volonté – si elle existe vraiment – d'aller vers plus d'égalité aurait dû, selon eux, se concrétiser par un article faisant obligation à l'Etat de mettre hommes et femmes sur un pied d'égalité.

Les participants à la journée d'études consacrée à la problématique de l'égalité, organisée par le ministère en charge des relations avec le Parlement, ont pu constater le fossé existant entre le discours et la réalité du terrain.

Pour tenter de concrétiser les dispositions de l'article 31 bis, le groupe de travail planche sur les meilleurs mécanismes à mettre en place pour amener les partis politiques à porter plus de femmes sur les listes électorales et à ne plus en faire des alibis.

La tendance est à l'adoption du système des quotas, même si ce dernier

ne fait pas l'unanimité. Si les partis politiques sont systématiquement stigmatisés, la faible présence des femmes dans les hautes fonctions de l'Etat ne peut leur être imputée. S'il n'y a qu'une femme wali, pas de chefs de daïra de sexe féminin, c'est à mettre sur le compte du chef de l'Etat, qui a les prérogatives de nommer les hauts cadres. La volonté politique, ce n'est pas que des paroles, c'est aussi des actes.

L'Algérie, très mal classée, est au 113<sup>e</sup> rang mondial en matière de représentativité féminine, loin derrière le Maroc et la Tunisie. Au Parlement, le taux de représentativité n'est que de 6,65%. Il se réduit telle une peau de chagrin au niveau du Sénat et des assemblées communales. C'est dire combien le chemin à parcourir est encore long...

N. I.

TOXICOMANIE

Les jeunes vivant en milieu urbain les plus touchés

Le centre de désintoxication qui se trouve au niveau de l'EHS psychiatrique de Sidi Chami (wilaya d'Oran) a, récemment, évalué le travail fait depuis son ouverture en présentant des statistiques sur les activités de ce centre, unique à l'Ouest.

Ainsi, créé en 1998, le service de désintoxication, qui compte 6 chambres individuelles et une salle commune de 18 lits, a vu, depuis sa création, le nombre de patients hospitalisés pour la première fois en croissance constante, passant de 2 hospitalisations en 1998, à 63 en 1999 et à 119 en 2008, soit un taux de 75,09%, avec un constat que le taux de rechute chez les patients atteint les 24%, ce qui est important mais reste dans la logique des choses, nous a expliqué un médecin.

Toujours selon l'étude du service, le constat fait est que les problèmes de toxicomanie touchent surtout le sexe masculin avec un taux de 97,3%, alors que les femmes traitées au niveau du centre de désintoxication ne représentent que 2,70%.

Majoritairement, ces toxicomanes consomment du kif et des psychotropes, mais ce qui inquiète les médecins, c'est que le premier contact avec la drogue se produit dès l'âge de 11 ans à raison de 33,7%, parfois même avant, et entre 16 et 20 ans pour 39,91% des cas.

D'où l'urgence d'accroître les campagnes de sensibilisation contre la drogue alors que, là encore un indice important est livré puisque parmi ces jeunes dépendant de la drogue, 77,04% d'entre eux sont originaires de milieux urbains.

De plus en plus les pouvoirs publics, relayés par le secteur de la santé, le mouvement associatif, activent et agissent en milieu scolaire pour tenter d'informer, au mieux, les jeunes et leur faire prendre conscience des dangers que représente la consommation des stupéfiants.

L'analyse de ces statistiques met en relief une situation qui mérite qu'on s'y attarde puisque c'est en milieu urbain que les risques sont plus grands, et cela est lié aussi aux problèmes sociaux, la malvie qui grignote de plus en plus les ensembles urbains avec son corollaire, la violence.

Fayçal M.